

## POLITIQUE ET EDUCATION

**L'**AUTORITÉ portugaise avait trotté de son mieux derrière le développement sans limite de sa colonie américaine. Elle ne réussissait pas toujours à accrocher ses lois aux entreprenants bandeirantes. Elle avait trop de sagesse pour s'en émouvoir. La maison de Bragance voulait garder sa belle grande terre. Il lui fallut pour y parvenir se couper en deux et reconnaître l'indépendance du Brésil (1822). Cet art de s'accommoder aux nécessités lui valut de créer la seule monarchie légitime du nouveau monde (1822-1889).

Pendant près de quatre-vingts ans les Bragance au Brésil n'ont garde d'oublier ces bonnes leçons et, le second surtout, prend bien garde de ne rien ordonner avant d'avoir prudemment mesuré la capacité d'obéissance de ses sujets. Certes, ce bon lettré est ravi d'entendre les merveilleux discours qui sortent de ses Facultés de droit de Saint-Paul ou de Pernambuco. Il apprécie les beaux travaux juridiques de ses ministres préférés mais il sait aussi la fragilité de son gouvernement central, et que le prix dont sa monarchie un peu illusoire doit payer sa survie c'est une sage soumission aux impératifs de la société rurale. Les seigneurs de la terre veulent bien un pouvoir qui crée des barons et entretient une Cour modeste, mais ils ne veulent point qu'une loi fouineuse pénètre en leurs domaines. Ils sont bienveillants pour leurs esclaves, leurs clients, leurs colons, mais explosent en brusques colères contre qui s'oppose à leur puissante passion de la terre.

Ainsi dans les imitations de palais de la Côte on s'affaire à tailler pour le jeune Brésil un bel habit juridique à l'européenne, de beaux codes inspirés de la nouvelle mode bourgeoise et libérale d'Europe. Mais en habiller le Brésil de l'intérieur, c'est une autre affaire... Comment les beaux principes de 1889 eussent-ils pu contenir dans leurs patrons une société tropicale maîtresse nonchalante d'esclaves africains? On a beau coudre et recoudre, légiférer et promulguer, toujours quelque brusque mouvement naturel fait craquer le bel habit, à la consternation des hommes de droit.

L'empereur ne dispose pas de ce que nous appelons pouvoir exécutif : son pouvoir est modérateur. Tout le programme de la monarchie brésilienne tient dans cette nuance. Quand, en 1808, le grand-père Jean VI est venu au Brésil, il a promis à l'amiral anglais qui le conduisait d'en finir avec l'esclavage. Après lui, son fils et son petit-fils se hâtent avec lenteur de réaliser ce beau dessein. Ils y emploient quatre-vingts années — et la monarchie brésilienne née quand la promesse est faite meurt quand elle est réalisée. Elle a duré juste le temps nécessaire au pouvoir modérateur pour qu'il soit exécutif.

Et pourtant, certes, Pedro II n'était point dominé par le souci de se maintenir au pouvoir, encore moins d'y installer son gendre après lui. Il est lucidement conscient que toute hâte intempestive compromettrait l'évolution sociale qu'on veut accélérer (ainsi d'ailleurs que retarder les décisions ne prolongerait pas son pouvoir). Le Brésil enseigne la soumission des sociétés humaines à la nature.

A un empereur vertueux succède une oligarchie vertueuse mais pénétrée du caractère sacré de la propriété et de ses droits. L'esclave libéré et l'immigrant italien lui restent soumis. Ainsi, au-dessus d'un pouvoir local qui ne désarme pas, le pouvoir central ne peut se survivre, et maintenir l'unité brésilienne qu'à force de négociations avec les puissants. Ceux-ci suggèrent aux hommes d'Etat leur choix et dictent aux électeurs leurs votes. Le coronélisme exprime cet habile compromis où l'autorité peut concentrer ses pompes à Rio de Janeiro pourvu que la réalité en reste éparpillée dans tout le pays. Et à l'abri de cette façade de pouvoir, de

cette façade de droit bourgeois, le Brésil rural persévère dans sa féodalité patriarcale.

Mais voilà pourtant qu'au milieu des plantations de café, de cannes à sucre et de coton s'élèvent des cheminées d'usines. Voilà que les villes ne sont plus ces quelques belles demeures bordées de jardins qui entouraient l'église et le Palais de Justice. Elles s'étendent en faubourgs où s'entassent les pauvres venus de tous les coins du monde, elles s'élèvent en buildings où s'installent les bureaux des grandes affaires. Le vieux Brésil n'est plus seulement porté par ces petits chevaux allant à l'amble; rééduqué par Santos Dumont il s'est lancé en avion avant même d'avoir recherché la mise au point de ses chemins de fer.

1930! Les fougueux partisans du modernisme s'emparent du pouvoir. C'est le couronnement d'une attente de cinquante ans. Dès 1880, les jeunes officiers se sont passionnés pour la politique positive dans les académies militaires. Mais ni en 1890 ni en 1910 les maréchaux n'imposent la politique d'autorité dont rêve la jeune armée qui, d'une morale faite de discipline et de plus de respect pour les sciences que pour le droit, devient le ralliement des ambitions de jeunes penseurs, de jeunes ingénieurs, de tous les nouveaux ferments du progrès industriel et urbain. En 1922-1924, les lieutenants revendiquent le pouvoir dont les maréchaux n'ont su que faire et en 1930 ils le conquièrent.

Dans les grandes villes, les citoyens de fraîche date et surtout, donc, le prolétariat s'enthousiasment pour de nouveaux courants politiques et applaudissent à la manifestation de cette nouvelle autorité qui affiche le mépris des maîtres traditionnels de la terre et du jeu électoral qu'ils avaient domestiqué. C'est autour de Getulio Vargas que se cristallise cet enthousiasme qui le consolidera au pouvoir pendant quinze ans. Mais il est plus aisé de supprimer l'élection que de se moquer tout à fait des puissants de la terre avec lesquels bientôt il faut composer.

Or il se développait aussi dans les villes une bourgeoisie libérale qui n'approuvait pas le conservatisme étroit des maîtres d'hier, qui accordait sa sympathie au mouvement moderniste de la jeune armée tout en continuant de croire à la nécessité, à l'efficacité du

droit. Cette bourgeoisie s'est prononcée contre les vieux maréchaux, pour les jeunes lieutenants de 1924 et de 1930, mais aussi contre la dictature dont les traits se dessinent au lendemain de la révolution de 1930. Cette bourgeoisie libérale voit s'accroître sa puissance à mesure que se développent les villes. Pas assez toutefois pour qu'elle puisse diriger seule les événements (et c'est l'échec de la révolution pauliste de 1932), mais assez, pourtant, pour qu'elle incarne un aspect du patriotisme brésilien aux côtés de soldats qui ne dépenseraient d'ambition que pour la vertu, au-dessus des récents émigrés et en tâchant de réconcilier les disciplines désuètes de l'enseignement juridique et celles trop neuves des techniques à l'américaine dans un enseignement et une recherche qui étudie les sciences de la société pour en dégager la pensée neuve d'un Brésil enfin conscient de son autonomie spirituelle.

Cette bourgeoisie libérale a connu des heures difficiles. A peine a-t-elle obtenu la réforme des Universités par la création des Facultés de philosophie, sciences et lettres, qu'elle est désorganisée par l'ostracisme de l'Estado Novo. Et même quand les élections sont rétablies en 1945, c'est pour repousser son candidat, lieutenant de 1922 devenu général de l'Air.

Au lendemain de la crise mondiale (1945), le Brésil est-il transformé? Certes son essor urbain a dépassé toute prévision, mais les vieilles traditions sont si enracinées dans les campagnes et dans la tête des campagnards qui immigrent dans les faubourgs industriels que, rétablies les élections, se rétablit le coronélisme vêtu de neuf, outillé de procédés autrement subtils que l'ancien. C'est lui qui se dissimule sous le Parti Social Démocratique, organisation conjointe qui mêle en ses cadres les intérêts privés et ceux de l'Etat, qui est plutôt un vaste syndicat d'intérêts qu'un parti et qui certes n'est ni social ni démocratique.

Aussi la nouvelle république de 1945 n'offre-t-elle qu'une image approximative de la démocratie. En face de ce coronélisme d'un nouveau genre la bourgeoisie libérale proteste contre les scandaleuses fortunes des parvenus champignons — mais l'influence économique de cette bourgeoisie libérale est écrasée par la puissance financière des très grosses fortunes, elle n'a point ou

peu de contacts avec la masse proliférante de la petite bourgeoisie d'employés et de fonctionnaires. Elle ne sait pas pratiquer avec ordre et persévérance une politique d'opposition (ce que pendant quarante ans la première république avait ignoré). Aussi son parti, l'U.D.N., tergiverse; il dispose d'une bonne structure où les dévouements désintéressés ne se comptent pas, mais il est incapable de s'élargir vers le prolétariat qu'il ne songe même pas à organiser, dont il est incapable de comprendre les revendications afin de les incarner et il penche vers une solution coronéliste : se rapprocher du gouvernement.

Le prolétariat se laisse plus volontiers entraîner par la classe la plus proche de lui : celle des petits fonctionnaires, des petits employés. Pour s'exprimer, il peut compter sur trois organes : le Parti Communiste, mais il est bientôt interdit, le parti d'Adhémair de Barros (P.S.P.) qui s'essouffle à tant s'agiter, et celui de Getulio Vargas (P.T.B.) qui se tait (prudemment installé dans le fauteuil du coronéliste qu'il s'est choisi, celui de sénateur P.S.D.).

Ainsi, de 1945 à 1950, contre le nouveau coronélisme modernisé à l'urbaine par le P.S.D., l'U.D.N. est à peu près sans force, le prolétariat sans voix. Et le Brésil moderne de l'industrie des villes, des compagnies de colonisation des terres, s'exprime politiquement dans ce régime qui, en présence d'une opposition sans consistance, reconstitue de vieilles machines de style 1930.

1950 : Getulio Vargas descend de son fauteuil P.S.D. pour faire appel au peuple du Brésil. Et le peuple vote à une écrasante majorité pour le « père des travailleurs », le créateur du P.T.B. Le prolétariat manifeste sa force électorale en même temps que son absence de programme et d'organisation. Aussi Getulio Vargas, à peine revenu au pouvoir, ne peut que s'appuyer sur le P.S.D., c'est-à-dire sur les restes d'un régime qui, s'il vient de perdre les élections, reste le maître de l'administration et des affaires, et qui d'ailleurs, selon la vieille mode coronéliste, brûle de réaliser l'union nationale autour du vainqueur.

Mais voici qu'une terrible sécheresse affame le Nord, voici que la baisse des prix mondiaux asphyxie une économie en expan-

sion qui risque d'étouffer sous elle le prolétariat que tant de misères après tant d'espérances rendent sceptique et exigeant.

Le peuple des villes et les chefs petits bourgeois, partout à la recherche inquiète de solutions nouvelles, est capable de dépasser non seulement le coronélisme d'hier et celui d'aujourd'hui, mais le libéralisme stérile de l'U.D.N. et le travaillisme chancelant et divisé de Getulio Vargas et d'Adhémar de Barros.

En vain, à la veille de l'élection du préfet de Saint-Paul, s'est nouée une alliance contre nature entre P.S.D., U.D.N., P.T.B., P.S.P. : plus éclate la solidarité des partis ennemis en 1945 tout d'un coup rapprochés par l'effet d'un rapide vieillissement, et plus se manifeste l'opposition de l'opinion populaire. Celle-ci déjà, quelques semaines auparavant, avait dans la ville de Recife donné ses voix à un obscur candidat socialiste qui était parti en guerre tout seul contre tous les partis réunis. A Saint-Paul, le peuple porte au pouvoir un démocrate chrétien soutenu par les socialistes ; les partis P.D.C. et P.S.B. ne sont pas nouveaux, mais on les avait toujours considérés comme des quantités parfaitement négligeables.

Et d'ailleurs, prenons-y garde, c'est moins à cause de leur vertu propre, de leur organisation (dont l'efficacité avait été jusque-là bien établie) ou de leur programme à l'européenne qu'ils sortent vainqueurs du tournoi que parce qu'ils reprennent une nouveauté que l'expérience n'a pas encore usée. Et nous devons alors nous demander : ces deux villes de Recife et de Saint-Paul, qui pendant un siècle avaient seules dit au Brésil un droit imité de l'Europe, ont-elles vraiment en mains les moyens de le doter d'une politique neuve à l'européenne ?

La réponse sera dans la manière dont le nouvel élu de Saint-Paul subira l'épreuve de l'administration, conservatrice des réalités brésiliennes et défiant tous les programmes d'Europe. Certes, entre 1930 et 1952, les villes du Brésil ont franchi d'un coup l'étape que l'Europe avait parcourue de 1848 à 1945. C'est cette vitesse même qui donne à penser, qui pourrait bien atterrir dans des champs plus avancés.

Mais aussi le Brésil n'est pas fait seulement de villes. Y coexistent, au contraire, cent sociétés diverses ayant chacune son rythme propre d'évolution. On y trouve des villes à évolution lente, des villes à évolution rapide, des campagnes à évolution rapide et des campagnes à évolution lente. Nous les regrouperons pourtant en deux types.

Le premier serait celui des campagnes traditionnelles et de leurs bourgades vieillottes. La civilisation y atteint en 1950 ce qu'elle était dans le XVIII<sup>e</sup> siècle d'Europe (en 1880 elles étaient féodales). Ces campagnes restent encore attachées à des formes politiques inspirées de la première république. Si elles ont voté pour Getulio Vargas c'est comme elles eussent voté pour le Père Cicero par un mouvement plus mystique que logique et choisissant un homme plutôt qu'un programme.

Le second serait celui des grandes villes modernes et des terres des compagnies de colonisation. Elles ne sont point attachées à une formule particulière, elles les essaient toutes les unes après les autres avec une singulière fringale d'expériences. Elles vont juger impitoyablement la nouvelle expérience de Saint-Paul. Elles ont toujours besoin de neuf.

Mais il faut bien que les deux réalités économiques et sociales coexistent dans un seul système juridique, dans un seul système administratif, dans un seul Etat, enfin. De là les incertitudes, les déséquilibres de la politique brésilienne, ses brusques excès, ses brusques retours, le triomphe soudain des causes désespérées, les abandons soudains de carrières victorieuses, la brusque inimitié aujourd'hui de groupes alliés d'hier, et l'amitié aujourd'hui des ennemis d'hier.

Au Brésil, entre les diverses réalités sociales que nous avons grossièrement réparties en deux types, il y a non seulement des plans de clivage comme en Europe, mais de larges hiatus que la pratique ne franchit pas aisément et que la pensée théorique est loin d'avoir mesurés. Il est difficile de penser le Brésil.

Au début de ce siècle, José Veríssimo, le théoricien de l'Education, avait dénoncé avec amertume cette impuissance où est le

Brésil de se connaître lui-même : c'est un amas de contradictions, et vers la même époque, le doux mulâtre Lima Barreto avait son héros, Polycarpo Quaresma, qui, pour avoir mis trop naïvement sa foi en un patriotisme sentimental perd sa place de fonctionnaire d'un gouvernement patriote, et pour s'être offert comme défenseur de l'ordre est condamné à mort comme perturbateur. — Trente-deux ans plus tard, Jorge Amado décrit la vie impitoyable des maîtres de la terre, fusilleurs du droit. Sa solution? — Le communisme... Vers 1922, Mario de Andrade, l'étonnant poète de l'art moderne, essaie de réconcilier les inconciliables : Macunaima, l'enfant du Brésil, le fils de la forêt, violent et doux, puissant et tendre, peu sage et raisonnable, blanc et noir, homme et dieu. Les solutions poétiques ne sont que les premiers pas d'une bien longue marche vers les solutions politiques.

Les contradictions brésiliennes ont inquiété les philosophes brésiliens, mais il est curieux qu'ils aient toujours été comme découragés d'avance par les complexités brésiliennes et aient préféré se tailler de faciles et légers succès en important d'Europe des vérités toutes faites et déjà bien mûres. Ils font triompher l'éclectisme à la Cousin vers 1850 et le positivisme vers 1880, puis Farias Brito croit trouver le salut dans la dialectique allemande. Un gouffre sépare toutes ces doctrines des réalités brésiliennes. Ce sont des masques.

Des Etats-Unis, les jeunes Brésiliens scientifiques attendent bouche-bée d'admirables instruments de laboratoire, des outillages d'usines, des voitures écrasantes. Mais allez donc appliquer au Brésil les mesures américaines de la société, le résultat est franchement comique.

Alors? Il faudra tout de même bien que les Brésiliens se résignent à ne plus attendre le salut d'outre-mer et à s'étudier eux-mêmes. Comme il s'agit pour eux dans cette science sociale non pas d'utiliser un outil scientifique tout fait, mais d'en fabriquer à la mesure de leurs problèmes, le fin talent de bricolage européen leur sera sans doute plus utile que la perfection américaine indéformable. Mais le grand malheur du dialogue Europe-Brésil (ou



France-Brésil) c'est que la première adore raconter du haut des chaires des vérités toutes faites et exposées avec talent et que le second adore écouter, apprendre et retenir dans son cœur des vérités toutes faites et exposées avec talent.

Les lamentations de José Verissimo sont presque encore vraies de nos jours. Le magnifique effort d'éducation brésilienne n'a pas encore créé une éducation brésilienne. Tout récemment encore, une loi fédérale a pu retirer aux Facultés le privilège de fournir les maîtres de l'enseignement secondaire qu'elle confia, comme aux vieux temps républicains, aux notabilités locales. Confier l'enseignement de la sociologie au médecin, celui de l'histoire au notaire, celui du latin au curé, nous devrions nous exclamer : « Qu'elle est enviable, une telle émulation entre ces chères petites villes pour le profit de la culture ! » Hélas, la réalité est plus douteuse : les notabilités locales ne dédaignent pas un supplément de revenus quitte, si leurs occupations deviennent un peu plus lourdes, à se décharger de la moins technique (ce sera l'enseignement) sur des assistants de paille recevant portion congrue. Les conseils municipaux sont fiers d'offrir à leurs électeurs ce lycée au rabais. Quant aux pères de famille et aux jeunes gens, si la culture leur tient au cœur, elle tient moins que le titre, le diplôme acquis à bon compte, qui peut valoir une bonne sinécure gouvernementale, en tout cas le droit au respect d'une masse dont l'ignorance est prête à admirer, à respecter, à payer. Cette loi a été suspendue après bien des luttes par un veto présidentiel de Getulio Vargas. Aucune majorité à la Chambre n'eût été capable de s'y opposer.

Tant que l'éducation brésilienne, du sommet à la base, restera chancelante et approximative, il ne faudra point s'étonner de la difficile compétence de la majorité des fonctionnaires. Elle vous saute aux yeux dès la douane d'entrée. Où donc les bruns douaniers, suants et souriants, soucieux de bien faire, eussent-ils acquis le minimum de culture qui leur permette de reconnaître le luxe de la bricole ? Leurs erreurs de jugement sont à peine croyables, on ne leur a point formé le goût, on ne les a pas éduqués à la notion de valeur. Ils sont alors absurdement sévères pour avoir été trop souvent impudemment trompés.

La misère de l'administration brésilienne, c'est qu'elle ne dispose pas de réserve de candidats instruits où elle puisse choisir ses fonctionnaires. Mal renseignée par une base approximativement recrutée, la haute administration établit à l'aveuglette des règlements qui, retournés à la base, sont interprétés des manières les plus imprévisibles par les exécutants qui tendent pourtant toute leur bonne volonté à bien faire. On est désarmé de tant de gentillesse et de tant d'ignorance impuissante. Bien entendu, le manque d'hommes justifie le plus scandaleux cumul de fonctions : on croit pallier les insuffisances du recrutement en confiant à un homme intelligent plusieurs postes. Procédure qui aboutit à accumuler des retards désespérants qui se concluent en bâclages ahurissants. En bref, un seul effet assuré : le cumul du traitement des bénéficiaires.

Qui doit, au Brésil, traiter d'un problème avec l'administration, se garde bien de prendre contact directement avec elle, c'est risquer trop de déconvenues. Mais confiez votre affaire à un « despachante », personnage curieux (dont la sociologie brésilienne abordera l'étude) et qui est le plus serviable des hommes. Il connaît les faiblesses et les résistances de l'administration et des administrateurs, il connaît ceux qu'on convainc par un raisonnement juste et ceux qu'on convainc par un raisonnement trébuchant. Il interprète lois et règlements et a souvent assez d'autorité pour faire prévaloir ses points de vue auprès des fonctionnaires. Ceux-ci d'ailleurs se sentent plus en confiance devant le « despachante » que devant le client imprévu et inconnu. Bien entendu le « despachante » attend de son client une compensation honorable de ses peines. Le montant n'a guère tendance à baisser tant le risque est gros pour le client à vouloir économiser sur ce genre de dépenses. Et ainsi, la situation de « despachante » est souvent plus enviable que celle des fonctionnaires. Donc ils pullulent. Cette sorte de sous-administration de cette société intermédiaire entre le public et l'Etat, cet organisme que nous jugerions ici parasitaire est justifié par le hiatus qui sépare, au Brésil, le droit du fait.

Si ce hiatus entre le droit et le fait est si grand, à la base, que toute une enclave de petite bourgeoisie s'y est glissée et y trouve confortablement sa vie, on imagine ce qu'il en est au sommet de

la hiérarchie. L'habileté peut y accumuler des fortunes en un temps record<sup>1</sup>.

Il y aurait là de quoi décourager un bataillon de professeurs de droit, si la plupart ne s'étaient pas fait depuis longtemps une raison qui protège leur sérénité.

L'habileté des « despachantes » et des Requins s'exprime par un ensemble de pratiques qui porte un nom intraduisible en français, c'est le « jeito » ou mieux, en diminutif, le « jeitinho », c'est l'habileté, l'ingénieuse manœuvre qui rend possible l'impossible, juste l'injuste et légal l'illégal.

Bien sûr, de bonnes âmes en France (et au Brésil) s'exclament devant une telle administration et de telles pratiques en protestations vertueuses. Vains jugements, stériles reproches. Le Brésil est fait de la juxtaposition de sociétés si diverses qu'une loi, qu'un règlement qui conviendrait exactement à l'une ne pourrait convenir à l'autre, ainsi la règle générale ne s'applique exactement que dans quelques cas types. Le reste s'y rattache par le « jeito », pour la grande tristesse des fonctionnaires les plus zélés et les moins adroits. Certes, l'usage si général du « jeito » est une occasion de vice. En lui-même ce serait pourtant davantage une vertu, celle d'un peuple que ne décourage pas son irréductible multiplicité. Trop de rigueur logique eût brisé le pays en morceaux. Le « jeito » est la pratique quotidienne et populaire de ce qui a constitué au sommet de l'Etat le « poder moderador ». C'est le lien de l'unité brésilienne, souple pour être durable, tolérant pour devenir progressivement effectif, doux comme la jeune liane pour devenir solide comme elle. C'est ainsi que, s'opposant au morcellement

1. Comme le Brésil manque de bons candidats aux nombreux postes que crée son progrès économique, les grandes affaires ne se privent pas de déplorer l'infidélité de leurs employés : à peine ont-elles achevé l'éducation d'un chef de service que celui-ci, souvent, les quitte pour obtenir meilleur traitement ou, plus simplement, pour créer à son compte une affaire rivale. Cette incessante mobilité est la rançon d'une économie en pleine expansion et les signeurs de contrats n'y font rien. Le vrai remède est dans l'extension des sources du recrutement. Les capitalistes rechignent, mais en dépit de leur puissance financière, rares sont ceux qui ont eu la sage humanité de créer des bourses d'enseignement supérieur, d'encourager non seulement l'enseignement technique (ce qu'ils ont fait, et largement) mais aussi le large enseignement culturel qui est aujourd'hui le goulot d'étranglement dans le développement de la société brésilienne.

castillan, l'Amérique portugaise a constitué un des plus grands Empires du monde.

Et serions-nous sans exemples en France de cette procédure d'habiletés qui se faufilent entre les règlements les plus serrés? Dans le droit, à science science et demie. Enfin nous avons largement chez nous de quoi sentir et comprendre maintenant la pratique brésilienne devant laquelle l'Américain du Nord se hérissé en invoquant toutes les vertus sociales de sa patrie, ombragée de machines à calculer aux logiques inamovibles. C'est qu'un Empire en latitude ne se développe pas comme un Empire en longitude et que mérite de n'être jugé qu'avec beaucoup de retenue le peuple blanc qui a admis le nègre et l'Indien à son foyer.

De toutes manières, il serait absurde de juger, au nom d'un absolu moral inspiré par la vanité européenne ou anglo-saxonne, les pratiques administratives et politiques du Brésil. Il y a peut-être quelque faiblesse à trop déplorer ce qui est à ce point inévitable. C'est aux causes qu'il faut remonter, c'est-à-dire à la structure même de la société et non lutter avec l'espérance qu'on bouleversera d'un coup son énorme diversité, mais avec l'humble et ferme volonté d'en reconnaître les articulations essentielles et les comportements vitaux.

\* \*

Quel magnifique programme pour les nouvelles universités brésiliennes et tout spécialement pour la Faculté de Philosophie, Sciences et Lettres, longuement préparées par le libéralisme éclairé de Saint-Paul! Seront-elles capables de créer la pensée éducatrice qui cimentera cet immense Brésil à la fougueuse jeunesse? Ce serait une des belles victoires spirituelles de ce siècle.

Jusqu'à présent la Pensée a été ballottée comme un fétu par ces énormes tourbillons d'activités qui s'élèvent des forêts pénétrées, des mines ouvertes, des sols défrichés, tourbillons déplaçant des marées humaines, de misères et de fortunes, dressant en peu d'années des villes verticales vertigineuses. N'est-il pas temps que l'homme d'Etat comme l'homme d'affaires se tourne vers les trop

dédaignées sciences de l'Homme pour préparer de jeunes générations capables de maîtriser les forces déchaînées par des richesses anarchiques? Ne craignent-ils pas d'être les jouets de ces mécanismes économiques puissants, qui, à peine déclenchés, leur échappent?

Les esprits curieux observent avec attention les courbes ascendantes du plus dynamique des pays libres. Peut-être ce grand pays pionnier de l'Atlantique présente-t-il, en raccourci, tout le destin du libéralisme.

## QUELQUES LIVRES SUR L'ÂME BRÉSILIENNE ET SON EXPRESSION POLITIQUE

*Avoir lu les livres qui suivent ne suffira nullement à connaître le Brésil, mais ils offrent des clefs indispensables :*

Euclýdes da CUNHA : *Os Sertoês*. — Traduit en français par Sereth Neu sous le titre : *Les Terres de Canudos*, Paris, Julliard.

Gilberto FREYRE : *Casa grande e senzala*. — Traduit en français par Roger Bastide sous le titre : *Maîtres et Esclaves*, Paris, Gallimard.

Fernando de AZEVEDO : *A Cultura brasileira*. — Traduit en anglais sous le titre : *Brazilian Culture*.

Serge BUARQUE de HOLLANDA : *Raizes do Brasil*

Caio PRADO Junior : *Historia economica do Brasil*.

Jao CRUZ COSTA : *O Pensamento filosofico do Brasil no seculo XIX*.

Victor NUNEZ LEAL : *Coronelismoxada e voto*.

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
EN DÉCEMBRE MCMLII  
SUR LES PRESSES DES  
ÉTABLISSEMENTS BUSSON  
A PARIS

—  
DÉPOT LÉGAL : 1953/4°; n° 1.528